

**COMMUNIQUE DIFFUSE DANS LE CADRE DE LA CONFERENCE DE PRESSE
5 JUIN 2003, BERNE**

**Appel au Conseil fédéral, aux élus et aux médias
"Crime d'agression contre le peuple irakien la Suisse se doit de réagir !"**

Lancé depuis Genève par le Centre Europe - Tiers Monde (CETIM), l' Appel au Conseil fédéral, aux élu-e-s et aux médias intitulé « Crime d'agression contre le peuple irakien, la Suisse se doit de réagir! » a reçu en quelques semaines l'appui de près d'une cinquantaine d'associations, d'ONG, de partis et de syndicats, régionaux comme nationaux, et récolté plus de 400 signatures de personnalités les plus diverses - par simple voie d'e-mail.

Parmi les premiers, on relèvera au passage l'OSEO/SAH, Pain pour le Prochain/Brot für Alle, l'ACAT, Comedia, E-Changer, la Déclaration de Berne/Erklärung von Bern, le GSSA/GSOA, le SSP/VPOD, au niveau national, ainsi que de nombreuses associations de solidarité avec le tiers monde et des sections cantonales de divers partis et syndicats...

Parmi les secondes, figurent de nombreux Conseillers nationaux, cantonaux, municipaux, des maires de grandes villes, des responsables d'organisations de défense des droits humains et d'œuvres d'entraide, des professeurs d'Université, des dirigeants syndicaux, des artistes et des prêtres, et beaucoup de « simples » citoyens et citoyennes.

C'est dire combien la réaction plus que mesurée du Conseil fédéral face au crime d'agression caractérisé perpétré par les troupes d'occupation anglo-états-uniennes choque les consciences. Ceci, en dépit des manifestations monstres, de la jeunesse en masse dans la rue, des sondages écrasants, des milliers de drapeaux « pace » arborés aux fenêtres du pays.

Le droit international est foulé aux pieds sous nos yeux et l'on se contente d'émettre quelques « regrets ». Alors que l'ONU est reniée dans son principe même, son Conseil de sécurité transformé en chambre de validation de la politique guerrière des Etats-Unis et ses Agences en sous-traitants d'une re-colonisation du tiers monde, on nous dit qu'il n'y a rien de mieux à faire que de tourner la page. Comment s'empêcher de penser à Daladier et Chamberlain, à Munich, face à Hitler et Mussolini, après l'annexion des Sudètes par le 3e Reich ?

L'administration Bush traite la « vieille Europe » comme ses vassaux, mais on nous ressort de vieux couplets sur l'amitié transatlantique et préconise la soumission devant le fait accompli, impressionné peut-être par les effets de muscles états-uniens et, surtout, prêt à tout semble-t-il pour faire partie de la curée.

Certes, la Suisse est un « petit pays » mais, pour cette raison même, ses citoyennes et citoyens sont en droit d'attendre que leur gouvernement défende fermement le droit international seul garant de son indépendance, comme il a été dit si souvent.

Il y a à peine une année, le Conseil fédéral nous appelait solennellement à voter l'adhésion de la Suisse à l'ONU, ce qui est maintenant chose faite. Il nous promettait alors de faire entendre une voix différente, originale, soucieuse du droit.

Au-delà des grandes déclarations de principe, c'est aujourd'hui le moment de passer aux actes :

- de déclarer formellement qu'aux yeux de la Suisse « l'agression contre l'Irak constitue un crime au regard du droit international (crime contre la paix et crime d'agression). » Que les

bombardements aient cessé n'y change rien : alors que les prétextes évoqués se vérifient purs mensonges et manipulations, l'occupant s'installe et prépare déjà de nouvelles agressions ;

- d'intervenir au sein de l'ONU « pour que le droit international soit appliqué » ;

- d'exhorter notamment les Etats membres du Conseil de sécurité qui n'ont pas participé pas à l'action militaire « à exercer pleinement leur mandat, à condamner l'agression des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et à exiger réparation » envers le pays victime.

La dernière résolution, no 1483, adoptée par ce Conseil, est une honte. Dans l'entrelacs d'un texte tortueux, elle consacre ni plus ni moins le retour au colonialisme, en violation patente de l'esprit et de la lettre de la Charte de l'ONU et fait de cette dernière un pantin du G8 (voir annexe). Il est particulièrement scandaleux que les agresseurs ne soient pas sommés de se retirer et qu'aucun délai ne leur soit fixé pour mettre fin à l'occupation et laisser la place à un gouvernement « internationalement reconnu et représentatif » du peuple irakien. Il est non seulement illégal mais moralement révoltant que la « reconstruction » de ce pays soit payée avec son propre pétrole² ;

- de rendre « la communauté internationale attentive aux sérieuses accusations de crimes de guerre qui pèsent sur les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne », de faire respecter les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels, « conformément à l'objectif de promotion de la paix prévu dans sa nouvelle politique étrangère » et, enfin, d'encourager et de financer « la réalisation d'études indépendantes et de recherches universitaires sur les accusations de crimes de guerre commis par les forces des Etats agresseurs. »

Le soutien apporté par la nouvelle Cheffe des affaires étrangères à un projet de saisie systématique d'information objective est une excellente initiative mais qui reste bien insuffisante ;

- de cesser « immédiatement toute vente d'armes, ainsi que toute collaboration militaire avec les Etats occupants », dont le chef de file menace la terre entière de guerres sans fin, sous le label abracadabrant et inacceptable de « guerres préventives ».

Notes:

1 « Sur le plan diplomatique, la Suisse n'est inféodée à aucune puissance », déclaration de Madame Calmy-Rey lors de la 2e conférence des ONG sur la Suisse et l'ONU, le 29.04.03. « Nous sommes attachés aux principes et objectifs de l'ONU parce que ceux-ci correspondent à ceux qui inspirent notre ordre constitutionnel suisse et les grandes orientations de notre politique étrangère », *ibidem*.

2 Pour ne citer que ce seul exemple, 2000 écoles détruites par les bombardements exigent des réparations lourdes, selon les propres dires de l'administration états-unienne. Les Irakiens paieront, les entreprises proches de Bush empocheront les contrats.

Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)

Rue Amat 6

1202 Genève

Suisse

www.cetim.ch